

Vanaf 1 september 2011 wordt een overgangperiode van twee kalenderjaar aan de inrichtingen toegekend om de opleidingseenheden te sluiten van de afdelingen die ze zonder machtiging inrichtten en waarvoor ze geen openingstoelating of machtiging van de Regering zouden bekomen.

Het toekennen aan een inrichting van de machtiging om sommige opleidingseenheden van een afdeling van het hoger onderwijs in te richten kan geenszins gelijkgesteld worden met een machtiging om de betrokken afdeling in te richten.

Art. 11. De machtiging wordt aan de inrichtingen toegekend die een openingstoelating hebben gekregen van de Directie Onderwijs voor sociale promotie en die een afdeling inrichten die tot het uitreiken van een bekwaamheidsbewijs leidt van gegradueerde, postgegradueerde, specialisatie of industrieel ingenieur respectief omgevormd tot een afdeling die de graad van bachelor, specialisatie, master of het brevet van het hoger onderwijs toekent.

De inrichtingen die één of meer afdelingen hebben geopend die leiden tot de uitreiking van de graad van bachelor, terwijl ze de graduataten en postgraduataten van deze opleidingsfilieren niet inrichtten voor hun omvorming, krijgen een voorlopige machtiging tot 30 juni 2011 en zullen de studenten de mogelijkheid bieden hun studies te beëindigen. Daarna moeten ze de machtigingsprocedure volgen die in dit besluit beschreven is.

Art. 12. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 houdende bepaling van de regels met betrekking tot de machtigingen toegekend aan de inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie voor de inrichting van afdelingen bekrachtigd door de graden van bachelor, specialisatie of master en door het « Brevet de l'enseignement supérieur » (brevet voor het hoger onderwijs), wordt opgeheven.

Art. 13. Artikel 11 treedt in werking op 1 september 2010.

Art. 14. De Minister tot wier bevoegdheid het Onderwijs voor Sociale Promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 juni 2011.

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2011 — 2009

[C - 2011/29411]

23 JUIN 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la formation qualifiante d'animateur et de coordinateur en école de devoirs et aux équivalences aux brevets d'animateur et de coordinateur en école de devoirs

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs, notamment les articles 14, 15 et 16;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 mars 2011;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 26 janvier 2011;

Vu l'avis de la Commission d'avis sur les écoles de devoirs, donné le 20 janvier 2011;

Vu l'avis de la Commission d'avis sur les écoles de devoirs portant sur les critères d'équivalences, donné le 29 septembre 2006;

Vu l'avis 49.496/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 mai 2011 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission consultative des organisations de jeunesse, donné le 15 février 2011;

Sur la proposition de la Ministre de la Jeunesse et du Ministre de l'Enfance;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o Le Ministre : le Ministre qui a la politique de la Jeunesse dans ses attributions.

2^o Le décret : le décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs.

3^o Le module : un dispositif pédagogique constituant un ensemble cohérent.

4^o L'expérience utile : un ensemble de périodes pratiques, prestées au sein d'une école de devoirs reconnue, qui se comptent en heures.

CHAPITRE 2. — La formation d'animateur en école de devoirs

Art. 2. La formation en vue de l'obtention du brevet d'animateur en école de devoirs compte deux cent vingt-cinq heures minimum dont cent vingt-cinq heures de formation théorique et cent heures de stage pratique.

Le parcours de formation comporte :

1^o Une formation spécifique aux écoles de devoirs qui comprend :

a. un module de base comptant pour un total de septante heures minimum de formation théorique, dont minimum vingt heures doivent être prestées avant le stage pratique;

b. un stage pratique de cent heures minimum, en école de devoirs reconnue;

c. un module d'approfondissement de cinq heures minimum avant l'évaluation de fin de parcours.

2^o Des modules thématiques dont la durée totale est au minimum de cinquante heures.

Art. 3. § 1^{er}. La formation spécifique visée à l'article 2, alinéa 2, 1^o, est d'une durée de six mois minimum à trois ans, à dater du premier jour du module de base et jusqu'à l'évaluation de fin de parcours.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, cette période peut être prolongée sur décision motivée du Service Jeunesse.

Une journée comprend au minimum trois heures et au maximum onze heures de formation.

§ 2. Le module de base et le module d'approfondissement visé à l'article 2, alinéa 2, *a* et *c*, sont suivis au sein d'un même organisme de formation sauf dérogation exceptionnelle octroyée par le Service Jeunesse. Celle-ci peut, notamment, être due à la fermeture d'un organisme de formation, au manque de participants ou de formateurs pour organiser la formation ou au retrait d'habilitation d'un organisme de formation.

Ces modules sont encadrés par des formateurs, dont la moitié au moins a des connaissances ou une expérience utile qui sont en lien avec les missions des écoles de devoirs visées à l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret.

L'organisme de formation est garant de la qualité des formateurs et veille à l'appréciation de leur expérience utile.

Les modules de base et d'approfondissement comptent au minimum 8 participants au terme du premier jour de formation.

§ 3. Le stage pratique se réalise dans une école de devoirs reconnue par la Communauté française.

Cinquante heures minimum doivent avoir été prestées avant le module d'approfondissement.

Il compte soixante heures minimum d'animation d'enfants ou de jeunes et vingt heures minimum comprenant une réflexion pédagogique, une analyse de cas ou une réflexion autour du projet pédagogique en dehors de l'animation.

Le stage pratique fait l'objet d'une évaluation par et avec le participant.

L'organisme de formation est garant de l'encadrement du stage pratique.

Art. 4. Les contenus des modules thématiques visés à l'article 2, alinéa 2, 2^o, doivent être suivis avant l'évaluation de fin de parcours visée à l'article 2, alinéa 2, 1^o, *c*.

Art. 5. Le participant qui souhaite suivre le parcours de formation doit s'inscrire à cette fin auprès d'un organisme habilité et doit avoir seize ans accomplis le premier jour de la formation spécifique.

Art. 6. Les contenus des modules thématiques visés à l'article 2, alinéa 2, 2^o, comprennent au minimum :

- 1^o la dynamique des groupes;
- 2^o la gestion de conflits;
- 3^o les premiers secours;
- 4^o les techniques d'animations;
- 5^o des éléments de psychologie de l'enfant et de l'adolescent;
- 6^o l'analyse, la construction et la gestion d'un projet d'animation;
- 7^o la prévention, la sécurité, l'hygiène, la santé;
- 8^o des notions de communication;
- 9^o la gestion et l'aménagement de l'espace-temps en lien avec la gestion des groupes et des activités.

L'organisme de formation qui dispense les modules thématiques doit avoir fait l'objet d'une habilitation, d'une autorisation, d'une reconnaissance ou d'un agrément par la Communauté française.

Art. 7. Les contenus du module de base visé à l'article 2, alinéa 2, 1^o, *a*, comprennent au minimum :

- 1^o la pédagogie et la méthodologie en école de devoirs;
- 2^o la déontologie et la fonction d'animateur;
- 3^o la communication avec les partenaires;
- 4^o le bien-être et les droits de l'enfant;
- 5^o le code de qualité de l'accueil;
- 6^o l'évaluation formative et continue;
- 7^o un travail de réflexion personnelle;
- 8^o l'évaluation par le participant et les formateurs du parcours individuel de formation.

Ces contenus font l'objet d'une description reprise à l'annexe I^e.

L'organisme de formation qui dispense les modules de base doit avoir fait l'objet d'une habilitation dans le cadre de l'article 15 du décret.

Art. 8. Les contenus du module d'approfondissement visé à l'article 2, alinéa 2, 1^o, *c*, comprennent au minimum une réflexion autour du changement des pratiques qui confronte les acquis de la formation, l'expérience pratique et le cadre institutionnel.

Art. 9. Les contenus du module de base s'articulent pour former un dispositif qui répond et interpelle les réalités d'animation en stage pratique.

Art. 10. Les contenus de la formation d'animateur s'articulent au regard des missions des écoles de devoirs visées à l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret. Ils visent au minimum à :

- 1^o rendre les participants capables de développer des compétences nécessaires pour exercer la fonction d'animateur en école de devoirs;
- 2^o permettre aux participants d'acquérir des connaissances pratiques et techniques suffisantes;
- 3^o articuler les apprentissages de formation dans le contexte de la pratique en école de devoirs;
- 4^o rendre le participant capable de réaliser une évaluation réflexive afin de déterminer les formations complémentaires en vue de l'obtention du brevet d'animateur et afin d'engager un processus de formation continue.

Art. 11. L'évaluation formative et continue visée à l'article 7, 6^o, vise à rendre les participants capables de prendre du recul par rapport à leur pratique, de s'interroger et d'interroger d'autres pratiques éducatives, de faire le lien entre les différents modules de formation, d'établir un plan d'action et d'évolution personnels.

Cette évaluation est réalisée collectivement par les participants et les formateurs.

Art. 12. L'évaluation visée à l'article 7, 8°, fait le bilan et l'analyse critique du parcours de formation du participant. Elle porte sur la formation d'animateur en écoles de devoirs et s'appuie sur la réflexion visée à l'article 7, 7°, et sur l'évaluation du stage pratique visé à l'article 3, § 3.

Cette évaluation est réalisée collectivement avec :

- 1° le participant;
- 2° la moitié au moins des membres de l'équipe des formateurs;
- 3° au minimum une personne extérieure au processus de formation ayant une expertise en école de devoirs et/ou dans le secteur de la formation.

Ces personnes sont désignées par l'organisme de formation.

Art. 13. Au terme de l'évaluation de fin de parcours, l'organisme de formation statue sur l'octroi ou le refus d'octroi du brevet.

Il peut également suspendre sa décision afin d'obtenir des informations complémentaires.

Dans le cas d'une suspension de la décision, les modalités complémentaires de formation et les échéances y attenantes font l'objet d'une description écrite. Elles prennent la forme de formations complémentaires théoriques ou d'heures de pratique ou d'une réflexion personnelle sur un ou plusieurs sujets définis tel que visé à l'article 7, le cas échéant ces modalités entraînent une dérogation à la durée de la formation visée à l'article 2.

La décision est jointe à la feuille de route visée à l'article 27, § 2, 1°, et est signée par le responsable de l'organisme de formation ou par la personne qu'il a mandatée à cet effet.

L'organisme de formation est garant du processus d'évaluation.

Art. 14. En cas de refus d'octroi du brevet par l'organisme de formation, un recours peut être introduit auprès du Service Jeunesse.

Pour être recevable, le recours doit être introduit par envoi recommandé dans les trente jours suivant la réception de la décision de refus par l'organisme de formation. Il doit faire mention des motifs du recours et apporter les éléments complémentaires à prendre en compte.

Dans un délai de nonante jours à dater de la réception du recours, le Service Jeunesse notifie sa décision à l'organisme de formation et au participant qui a introduit le recours après les avoir entendus, sauf renonciation à ce droit de l'une ou de l'autre partie.

CHAPITRE 3. — *La formation de coordinateur en école de devoirs*

Art. 15. § 1^{er}. La formation en vue de l'obtention du brevet de coordinateur en école de devoirs est constituée d'un parcours de deux cent septante-cinq heures minimum dont cent vingt-cinq heures de formation théorique, cent heures de stage pratique et cinquante heures d'expérience utile d'animation.

§ 2. Le parcours de formation de coordinateur en école de devoirs comporte :

- 1° une formation spécifique aux écoles de devoirs qui comprend :
 - a. un module de base comptant pour un total de septante heures minimum de formation théorique, dont vingt heures minimum doivent être accomplies avant le stage pratique;
 - b. un stage pratique de cent heures minimum, en école de devoirs reconnue dont minimum cinquante heures doivent avoir été prestées avant le module d'approfondissement;
 - c. un module d'approfondissement de cinq heures minimum avant l'évaluation de fin de parcours;
- 2° des modules thématiques dont la durée totale est de minimum cinquante heures;
- 3° l'expérience utile visée à l'article 15, § 1^{er}.

Art. 16. § 1^{er}. La formation spécifique visée à l'article 15, § 2, 1°, répond aux mêmes modalités d'organisation que celles visées à l'article 3, § 1^{er} et § 2.

§ 2. Le stage pratique se réalise dans une école de devoirs reconnue par la Communauté française.

Il compte :

- 1° quarante heures minimum avec l'équipe d'animation, comprenant la préparation, la réalisation et l'évaluation des animations ainsi qu'une réflexion sur le projet pédagogique et sa mise en œuvre;
- 2° dix heures minimum de contact avec les parents ou la personne qui confie l'enfant;
- 3° vingt heures minimum dans les tâches administratives, de gestion et de représentation de l'école de devoirs.

Le stage pratique fait l'objet d'une évaluation par et avec le participant.

L'organisme de formation est garant de l'encadrement du stage pratique.

Art. 17. Les modules thématiques visés à l'article 15, § 2, 2°, et les heures d'expérience utile visées à l'article 15, § 2, 3°, doivent être accomplies avant l'évaluation de fin de parcours.

Art. 18. Le participant qui souhaite suivre le parcours de formation doit s'inscrire à cette fin auprès d'un organisme habilité et être animateur qualifié au sens de l'article 12, 2°, du décret, le premier jour de la formation spécifique.

Art. 19. Les contenus des modules thématiques visés à l'article 15, § 2, 2°, comprennent au minimum :

- 1° la prévention et la gestion des conflits;
- 2° la conduite de réunions, la détermination d'objectifs, des techniques d'animation et d'évaluation;
- 3° l'organisation, l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de projets;
- 4° la gestion du personnel employé et volontaire.

L'organisme de formation qui dispense les modules thématiques doit avoir fait l'objet d'une habilitation, d'une autorisation, d'une reconnaissance ou d'un agrément par la Communauté française.

Art. 20. Les contenus du module de base visé à l'article 15, § 2, 1°, *a*, comprennent au minimum :

- 1° la gestion d'une équipe;
- 2° l'environnement;
- 3° la déontologie et la fonction de coordinateur;
- 4° le code de qualité de l'accueil;
- 5° la pédagogie et la méthodologie en école de devoirs;
- 6° l'évaluation formative et continue;
- 7° un travail de réflexion personnelle;
- 8° l'évaluation par le participant et les formateurs du parcours individuel de formation.
- 9° l'approche socioculturelle de l'animation en école de devoirs.

Ces contenus font l'objet d'une description reprise à l'annexe II.

L'organisme de formation qui dispense les modules de base doit avoir fait l'objet d'une habilitation dans le cadre de l'article 15 du décret.

Art. 21. Les contenus du module d'approfondissement visé à l'article 15, § 2, 1°, *c*, comprennent au minimum une réflexion autour des pratiques qui interroge et interpelle les acquis de la formation, l'expérience pratique et le cadre institutionnel.

Les contenus de la formation théorique s'articulent pour former un dispositif qui répond et interpelle les réalités rencontrées en stage pratique.

Art. 22. Les contenus de la formation de coordinateur s'articulent au regard des missions des écoles de devoirs visées à l'article 2, § 1^{er}, du décret. Ils visent au minimum à :

- 1° rendre le participant capable de développer des compétences nécessaires pour exercer la fonction de coordinateur en école de devoirs;
- 2° permettre aux participants d'acquérir des connaissances pratiques et techniques suffisantes en lien avec les contenus visés aux articles 19 et 20;
- 3° articuler les apprentissages de formation dans le contexte de la pratique en école de devoirs;
- 4° rendre le participant capable de réaliser une évaluation réflexive afin de déterminer les formations complémentaires en vue de l'obtention du brevet et afin d'engager un processus de formation continue.

Art. 23. L'évaluation formative et continue visée à l'article 20, 6°, vise à rendre le participant capable de prendre du recul par rapport à sa pratique, de s'interroger et d'interroger le projet pédagogique de l'école de devoirs, de faire le lien entre les différents modules de formation, d'établir un plan d'évolution personnelle et un plan d'action et de formation collectifs.

Cette évaluation est réalisée collectivement par les participants et les formateurs.

Art. 24. L'évaluation visée à l'article 20, 8°, fait le bilan et l'analyse critique du parcours de formation du participant. Elle porte sur l'ensemble de la formation de coordinateur en école de devoirs et s'appuie sur la réflexion visée à l'article 20, 7°, et sur l'évaluation du stage pratique visé à l'article 15, § 1^{er}.

Cette évaluation est réalisée par :

- 1° la moitié au moins des membres de l'équipe de formateurs;
- 2° au minimum une personne extérieure au processus de formation ayant une expertise en rapport avec l'animation en écoles des devoirs ou avec le secteur de la formation.

Ces personnes sont désignées par l'organisme de formation.

Art. 25. Au terme de l'évaluation de fin de parcours, l'organisme de formation statue sur l'octroi ou le refus d'octroi du brevet. Il peut également suspendre sa décision.

Dans le cas d'une suspension de la décision, les modalités complémentaires et les échéances y attenantes font l'objet d'une description écrite. Elles prennent la forme de formations complémentaires théoriques, d'heures de pratique ou d'une réflexion sur un ou plusieurs sujets définis tel que visé à l'article 20, 7°. Le cas échéant ces modalités entraînent une dérogation à la durée de la formation visée à l'article 15.

La décision visée par le présent article est jointe à la feuille de route visée à l'article 27, § 2, et est signée par le responsable de l'organisme de formation ou par la personne qu'il a mandatée à cet effet.

L'organisme de formation est garant du processus d'évaluation.

Art. 26. En cas de refus d'octroi du brevet par l'organisme de formation, un recours peut être introduit auprès du Service Jeunesse.

Pour être recevable, le recours doit être introduit par envoi recommandé dans les trente jours suivant la réception de la décision de refus par l'organisme de formation. Il doit faire mention des motifs du recours et apporter les éléments complémentaires à prendre en compte.

Dans un délai de nonante jours à dater de la réception du recours, le Service Jeunesse notifie sa décision à l'organisme de formation et au participant qui a introduit le recours après les avoir entendus, sauf renonciation à ce droit de l'une ou de l'autre partie.

CHAPITRE 4. — *Le suivi administratif des formations par l'organisme de formation*

Art. 27. § 1^{er}. Chaque organisme de formation qui organise la formation spécifique visée aux articles 2, § 2, 1°, ou 15, § 2, 1°, tient un dossier de formation à jour pour chaque participant.

§ 2. Ce dossier comprend :

1° une feuille de route, proposé par le Service Jeunesse, sur avis de la Commission, propre à chaque participant, qui comprend au minimum les éléments suivants :

- a.* les coordonnées et le visa de l'organisme de formation;
- b.* les données relatives au participant : nom, prénom, date et lieu de naissance;

- c. le type de formation suivie : animateur ou coordinateur;
- d. les données relatives au module de base et d'approfondissement : dates, lieux et contenus des périodes de formation;
- e. les données relatives au stage pratique : dates, nombre d'heures, lieu, type d'activités réalisées, public;
- f. les données relatives aux modules thématiques suivis, en lien avec les contenus visés à l'article 6, ou à l'article 19, dont, au minimum, les dates et lieux, le nombre d'heures suivies, les contenus abordés, l'organisme de formation pour chaque module thématique;
- g. la date de l'évaluation finale ainsi que la décision relative à l'octroi du brevet;
- h. pour la formation de coordinateur, les attestations délivrées par chaque pouvoir organisateur des écoles de devoirs dans lesquelles l'expérience utile a été réalisée. Ces attestations comprennent au minimum le nom, prénom et date de naissance du participant; les coordonnées de chaque école de devoirs; les dates et le nombre d'heures prestées;

2° une preuve du travail de réflexion personnelle visé à l'article 7, 7°, ou à l'article 20, 7°;

3° la copie des attestations de suivi de chaque module thématique.

Ces attestations comprennent au minimum les informations suivantes :

- a. les données relatives au participant : nom, prénom, date et lieu de naissance;
- b. les données relatives au module thématique : dates, lieux et contenus des périodes de formation. Si ces informations font défaut dans l'attestation, le Service Jeunesse prendra en compte une déclaration sur l'honneur du participant en reprenant les informations susmentionnées;
- c. les coordonnées de l'organisme de formation;
- 4° les conclusions écrites des évaluations visées à l'article 12 pour la formation d'animateur en écoles de devoirs et à l'article 24 pour la formation de coordinateur en écoles de devoirs;
- 5° la décision relative à l'octroi du brevet visée à l'article 13 pour la formation d'animateur en écoles de devoirs et à l'article 25 pour la formation de coordinateur en écoles de devoirs.

§ 3. L'organisme de formation conserve pendant cinq ans le dossier de formation des participants.

L'organisme doit pouvoir fournir une copie de la feuille de route.

L'organisme de formation conserve pendant huit ans les dates, lieux, contenus des formations ainsi que les compositions des équipes d'encadrement pour chacun des modules organisés.

CHAPITRE 5. — Homologation du brevet par le Service Jeunesse

Art. 28. Tout brevet d'animateur ou de coordinateur en école de devoirs doit faire l'objet d'une demande d'homologation par un organisme de formation habilité auprès du Service Jeunesse.

Art. 29. La procédure d'homologation est la suivante :

- 1° L'organisme de formation transmet la demande d'homologation des brevets au Service Jeunesse accompagnée de la feuille de route qu'il a validée pour chaque demande.
 - 2° Le Service Jeunesse procède à la vérification du respect des normes concernant la formation pour les brevets à homologuer dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception de la demande.
 - 3° Après validation, le brevet homologué est envoyé à l'organisme de formation qui les envoie aux participants.
- Le modèle-type du brevet délivré est déterminé par le Service Jeunesse.

CHAPITRE 6. — Habilitation des organismes de formation par le Service Jeunesse

Section 1^{re}. — Les conditions d'habilitation des organismes :

Art. 30. § 1^{er}. Le Service Jeunesse délivre les habilitations aux organismes de formation qui ne sont ni fédération, ni coordination d'écoles de devoirs et qui répondent aux conditions fixées au § 2.

§ 2. Pour être habilité, un organisme de formation doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° pouvoir garantir le respect des normes définies par le présent arrêté au sein des formations qu'il organise dans le cadre de son habilitation;
- 2° être un pouvoir public, ou constitué en asbl ou toute autre forme associative exclusive de la poursuite d'un gain matériel dont le siège social se situe en Wallonie à l'exception des communes visées à l'article 5 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 ou dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 3° posséder une expertise dans le domaine de la formation;

§ 3. La fédération communautaire ainsi que les coordinations régionales, réputées habilitées par décret, garantissent le respect des normes définies par le présent arrêté au sein des formations qu'elles organisent dans le cadre de leur habilitation.

§ 4. Les organismes de formation habilités ou réputés habilités se soumettent au contrôle organisé par le Gouvernement.

Art. 31. § 1^{er}. Le dossier de demande d'habilitation précise les modalités par lesquelles l'organisme de formation rencontre les prescrits relatifs à l'habilitation visés à l'article 30 et doit contenir au moins :

- 1° une description de l'organisme de formation, à savoir ses coordonnées, objet social, statuts, noms des responsables, reconnaissances et agréments divers ainsi que, le cas échéant, un bilan des formations organisées dans le secteur de l'enfance ou de la jeunesse;
- 2° le type d'habilitation demandé, à savoir habilitation pour la formation d'animateur et/ou pour la formation de coordinateur en école de devoirs;
- 3° une description de la formation mettant en évidence les moyens par lesquels l'organisme de formation se conforme aux normes du présent arrêté et reprenant :
 - a. les objectifs généraux de la formation;
 - b. le mode d'appropriation et de transmission des contenus;
 - c. les critères d'évaluation;

- d. l'organisation temporelle de la formation menant à la délivrance du brevet, à savoir le type, le nombre et la durée des périodes de formation et le lien avec le stage pratique;
- e. la répartition des contenus de formation dans les différents modules de formation;
- f. les qualifications et identités des formateurs chargés de l'encadrement;
- g. le mode de recrutement des participants, à savoir la description du public cible, du territoire sur lequel s'effectue le recrutement, des moyens utilisés, du nombre prévu de participants.

Section 2. — Procédures d'habilitation pour les organismes

Art. 32. § 1^{er}. Tout organisme qui souhaite organiser la formation spécifique d'animateur ou de coordinateur en école de devoirs visée aux chapitres II et III introduit une demande d'habilitation au Service Jeunesse, par envoi recommandé. Il joint à cette demande le dossier, contenant les éléments visés à l'article 31.

§ 2. Après accusé de réception du dossier dans les dix jours de la réception, le Service Jeunesse dispose de soixante jours pour vérifier que celui-ci est complet et recevable et pour rédiger une proposition de décision au Ministre. A défaut de respecter ce délai la proposition de décision est présumée avoir été rendue.

§ 3. En cas de dossier incomplet le Service Jeunesse en informe le pouvoir organisateur dans un délai ne dépassant pas trente jours prenant cours à la date de l'accusé de réception.

Le Ministre notifie sa décision dans un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition de décision.

§ 4. L'organisme en est informé par le Service Jeunesse.

Art. 33. L'habilitation est valable pour une période de cinq ans.

Art. 34. § 1^{er}. Un organisme de formation peut se voir retirer son habilitation s'il ne respecte pas ou plus tout ou une partie des conditions prévues à l'article 30 ou si d'autres dispositions du présent arrêté ne sont pas respectées.

§ 2. La procédure de retrait d'habilitation d'un organisme de formation est la suivante :

1° Le Service Jeunesse notifie à l'organisme de formation par envoi recommandé le déclenchement de la procédure de retrait d'habilitation et les motifs pour lesquels une telle décision est envisagée.

2° L'organisme de formation peut faire parvenir une note d'observation au Service Jeunesse, au plus tard dans les quinze jours suivant la notification visée au 1°.

3° Le Service Jeunesse rédige une proposition de décision motivée au Ministre, dans un délai de quinze jours suivant la fin du délai visé au 2°.

4° Le Ministre transmet sa décision au Service Jeunesse dans les trente jours suivant la fin du délai visé au 3°.

5° Le Service Jeunesse notifie à l'organisme de formation la décision du Ministre, par envoi recommandé, dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la décision du Ministre.

Art. 35. § 1^{er}. Un organisme de formation peut faire appel d'une décision de refus ou de retrait de l'habilitation visée à l'article 30, selon la procédure de recours suivante :

1° L'organisme de formation dispose d'un délai de trente jours à dater de la notification de la décision de retrait ou de refus d'habilitation pour notifier ses griefs au Gouvernement de la Communauté française.

2° Le Gouvernement de la Communauté française transmet dans les trente jours le recours à la Commission.

3° A dater de la réception du recours, la Commission dispose d'un délai de quarante-cinq jours pour entendre l'organisme de formation, sauf renonciation expresse à ce droit, et pour transmettre un avis au Gouvernement de la communauté française.

4° Dans les trente jours suivant la réception de l'avis, visé au 3°, le Gouvernement de la communauté française transmet sa décision au Service Jeunesse.

5° Le Service Jeunesse notifie à l'organisme de formation, la décision du Gouvernement de la Communauté française, par envoi recommandé, dans un délai de trente jours à dater de sa réception.

§ 2. la procédure de recours suspend la décision de retrait d'habilitation visé à l'article 34.

CHAPITRE 7. — Equivalences

Art. 36. § 1^{er}. Les demandes relatives à un titre délivré par un organisme de formation avant l'entrée en vigueur du présent arrêté font l'objet d'une équivalence si la formation répond aux conditions suivantes :

1° les objectifs et les contenus doivent correspondre aux articles 6 et 7 ou aux articles 19 et 20 selon l'équivalence visée;

2° la durée de formation théorique doit avoir été de minimum septante heures.

Pour une équivalence au brevet d'animateur, la demande peut être introduite lorsqu'une expérience utile de cent heures dans une fonction d'animation aura été prestée.

Pour une équivalence au brevet de coordinateur, la demande peut être introduite lorsqu'une expérience utile de cent cinquante heures dans une fonction de coordination aura été prestée.

§ 2. Les demandes relatives à un titre délivré par un organisme de formation avant la notification de son habilitation font l'objet d'une équivalence pour autant que la formation suivie soit conforme au prescrit du présent arrêté.

§ 3. Les demandes relatives à un parcours individuel qui ne comprend pas une formation rencontrant les objectifs et contenus définis pour la formation d'animateur en école de devoirs, font l'objet d'une équivalence au brevet d'animateur aux conditions suivantes :

L'expérience pratique est de minimum cent quatre-vingt heures prestées dans les trente-six mois précédant l'introduction de la demande et comporte :

1° nonante heures minimum dans la mission d'animation d'activités (individuelles, collectives, soutien scolaire, ateliers créatifs et espace temps libres);

2° nonante heures minimum dans les missions suivantes :

a. élaboration, mise à jour et appropriation du projet pédagogique;

b. participation à des réflexions pédagogiques (analyse de cas);

- c. communication avec le public direct et indirect (enfants et/ou jeunes, parents, partenaires);
- d. appropriation des missions des écoles de devoirs définies dans l'article 2 du décret.

Par dérogation au paragraphe 3, si l'ensemble des périodes pratiques prestées par le participant n'a que partiellement ou pas été réalisé en école de devoirs, le demandeur doit fournir au Service Jeunesse une description du cadre dans lequel ces périodes pratiques ont été prestées et expliquer comment les compétences acquises peuvent être utiles dans le cadre des écoles de devoirs.

L'expérience pratique doit faire l'objet d'une attestation du responsable du ou des lieux où elle a été prestée, précisant le nombre d'heures prestées ainsi que les missions réalisées par la personne pour qui l'équivalence est demandée.

Si ces informations font défaut, le Service Jeunesse pourra prendre en compte une déclaration sur l'honneur du participant accompagnée d'un justificatif des motifs exceptionnels pour lesquels ces documents ne pourraient être fournis et reprenant les informations susmentionnées.

§ 4 Les demandes relatives à un parcours individuel qui ne comprend pas une formation rencontrant les objectifs et contenus définis pour la formation de coordinateur en école de devoirs, font l'objet d'une équivalence au brevet de coordinateur aux conditions suivantes :

L'expérience utile est de minimum cent quatre-vingt heures prestées dans les trente-six mois précédant l'introduction de la demande et rencontre les aspects suivants :

1° coordination du travail d'élaboration, de mise à jour et d'appropriation du projet pédagogique de l'association (construit sur base d'une analyse du milieu et du public);

2° appropriation des missions des écoles de devoirs;

3° représentation extérieure de l'association;

4° communication avec le public direct et indirect;

5° coordination des réunions d'équipe;

6° évaluation de la cohérence des pratiques et du projet pédagogique;

7° évaluation de l'équipe;

8° gestion administrative et financière;

9° gestion du personnel (salarié ou volontaire).

Par dérogation au paragraphe 4, si l'ensemble des périodes pratiques prestées par le participant n'a que partiellement ou pas été réalisé en école de devoirs, le demandeur doit fournir au Service Jeunesse une description du cadre dans lequel ces périodes pratiques ont été prestées et expliquer comment les compétences acquises peuvent être utiles dans le cadre des écoles de devoirs.

L'expérience utile doit faire l'objet d'une attestation du responsable du ou des lieux où elle a été prestée, précisant le nombre d'heures prestées ainsi que les missions réalisées par la personne pour qui l'équivalence est demandée.

Si ces informations font défaut, le Service Jeunesse pourra prendre en compte une déclaration sur l'honneur du participant accompagnée d'un justificatif des motifs exceptionnels pour lesquels ces documents ne pourraient être fournis et reprenant les informations susmentionnées.

CHAPITRE 8. — *Organisation du contrôle*

Art. 37. Pour le 1^{er} septembre, l'organisme de formation habilité transmet au Service Jeunesse, pour l'année à venir, les données prévisionnelles relatives à l'organisation des sessions de formation, à savoir les intitulés, dates et lieux des périodes de formation, nombre de participants envisagé et personne(s) de contact. Le cas échéant il transmet une mise à jour de la liste des formateurs.

Le Service Jeunesse et le service de l'Inspection sont chargés du contrôle du respect des conditions d'habilitation et des normes concernant l'organisation des formations.

CHAPITRE 9. — *Dispositions finales*

Art. 38. Les personnes qui ont entamé à partir du 1^{er} septembre 2007, auprès de la fédération communautaire des écoles de devoirs ou d'une coordination régionale d'écoles de devoirs, un parcours de formation conforme aux dispositions prévues par l'arrêté en projet, peuvent se voir délivrer, selon les cas, un brevet d'animateur en écoles de devoirs ou un brevet de coordinateur en écoles de devoirs.

Art. 39. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2011 à l'exception de l'article 37 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Art. 40. Le Ministre qui a la Politique de la Jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 juin 2011.

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTBROECK

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche, et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Annexe I^e

Les contenus des formations d'animateur visés à l'article 7 sont déterminés comme suit :

La période de formation portant sur la pédagogie et la méthodologie en école de devoirs comprend au minimum des éléments relatifs à :

1. la relation pédagogique : enjeux et outils d'analyse;
2. la pédagogie du projet;
3. la pédagogie par le jeu;
4. les types d'activités;
5. les réponses aux besoins de l'enfant et de l'adolescent en lien avec les missions en écoles de devoirs;
6. l'observation des enfants en tant qu'outil de réflexion et d'adaptation des pratiques.

La période de formation portant sur la déontologie et la fonction d'animateur comprend au minimum des éléments relatifs :

1. à des notions de déontologie de l'animateur;
2. au rôle, missions et fonctions de l'animateur;
3. aux responsabilités légales, morales, éducatives, et éventuellement contractuelles de l'animateur;
4. à la détermination, la mise en œuvre et l'évaluation d'objectifs individuels;
5. à la détermination d'un plan de formation personnel;
6. à la connaissance de soi;
7. à la détermination, la mise en œuvre et l'évaluation d'objectifs collectifs.

La période de formation portant sur la communication avec les partenaires comprend au minimum :

1. des éléments de communication avec les personnes qui confient l'enfant;
2. des éléments de communication avec les écoles.

La période de formation portant sur le bien-être de l'enfant comprend au minimum :

1. des notions relatives au bien-être de l'enfant;
2. des notions relatives à la prévention de la maltraitance;
3. une sensibilisation aux droits de l'enfant.

La période de formation portant sur le code de qualité de l'accueil comprend au minimum :

1. la présentation du code de qualité;
2. la présentation et la mise en pratique des outils qui en sont issus notamment par rapport à la mise en place d'un projet pédagogique.

La période de formation portant sur l'évaluation comprend au minimum :

1. les types d'évaluation;
2. les méthodes et les enjeux de l'évaluation formative.

La période de formation portant sur un travail de réflexion consiste en la réalisation d'une réflexion personnelle structurée autour des missions d'animateur en école de devoirs dont le participant témoigne au moyen du support matériel de son choix.

Annexe II

Les contenus des formations de coordinateurs visés à l'article 20 sont déterminés comme suit :

La période de formation portant sur la gestion d'une équipe comprend au minimum des éléments relatifs à :

1. l'animation pédagogique d'une équipe d'animation;
2. la détermination, la mise en œuvre et l'évaluation d'objectifs et de plan de formation individuels;
3. la détermination, la mise en œuvre et l'évaluation d'objectifs de formation collectifs;
4. l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation d'objectifs d'un projet pédagogique en école de devoirs.

La période de formation portant sur la gestion administrative comprend au minimum :

1. des notions de suivi administratif d'une école de devoirs;
2. des notions de suivi financier d'une école de devoirs.

La période de formation portant sur l'environnement d'une école de devoirs comprend au minimum des éléments relatifs :

1. aux relations avec les partenaires de l'école de devoirs;
2. aux relations avec l'environnement social, culturel et institutionnel d'une école de devoirs.
3. au paysage institutionnel;
4. aux missions et aux enjeux du secteur des écoles de devoirs.

La période de formation portant sur la déontologie et la fonction de coordinateur comprend au minimum des éléments relatifs :

1. à des notions de déontologie;
2. aux rôles, missions et fonctions du coordinateur;
3. aux responsabilités légales, morales, éducatives, et éventuellement contractuelles du coordinateur;

La période de formation portant sur le code de qualité de l'accueil comprend au minimum :

1. la présentation du code de qualité;
2. la présentation et la mise en pratique des outils qui en sont issus.

La période de formation portant sur la pédagogie et la méthodologie en école de devoirs comprend au minimum :

1. l'animation d'une équipe;
2. la relation pédagogique : enjeux et outils d'analyse;
3. les approches pédagogiques et méthodologiques en école de devoirs;

4. l'accompagnement des stagiaires en formation d'animateur;

5. l'évaluation formative des stagiaires en formation.

La période de formation portant sur l'évaluation comprend au minimum :

1. les types d'évaluation;

2. les méthodes et les enjeux de l'évaluation formative.

La période de formation portant sur un travail de réflexion consiste en la réalisation d'une réflexion personnelle qui met en évidence l'évolution de sa représentation de la fonction de coordinateur, l'apport du parcours de formation, les besoins de développement qui sont liés aux exigences de sa fonction en école de devoirs.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté Française relatif à la formation qualifiante d'animateur et de coordinateur en école de devoirs.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 2009

[C – 2011/29411]

23 JUNI 2011. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de kwalificerende opleiding van de begeleiders en de coördinatoren in huiswerkinstituten en de gelijkstelling met brevetten van begeleiders en coördinatoren van huiswerkinstituten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten, inzonderheid op de artikelen 14, 15 en 16;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 maart 2011;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst Geboorte en Kind), gegeven op 26 januari 2011;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de huiswerkinstituten, gegeven op 20 januari 2011;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de huiswerkinstituten over de gelijkstellingscriteria, gegeven op 29 september 2006;

Gelet op het advies nr. 49.496/4 van de Raad van State, gegeven op 9 mei 2011 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de jeugdorganisaties, gegeven op 15 februari 2011;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd en van de Minister van Kind;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1^o de Minister : de Minister bevoegd voor het jeugdbeleid;

2^o het decreet : het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten;

3^o de module : een pedagogische voorziening, die een samenhangend geheel vormt;

4^o de nuttige ervaring : een geheel lestijden praktijk, gepresteerd binnen een erkend huiswerkinstituut, in uren berekend.

HOOFDSTUK 2. — *De opleiding van begeleider in huiswerkinstituten*

Art. 2. De opleiding voor het behalen van het brevet van begeleider in huiswerkinstituten telt minstens tweehonderd vijftintig uren, waaronder honderd vijftintig uren theoretische opleiding en honderd uren praktische stage.

De opleiding bestaat uit :

1^o Een opleiding die specifiek is voor de huiswerkinstituten, bestaande uit :

a. een basismodule met minstens zeventig uren theoretische opleiding, waaronder twintig uren vóór de praktische stage moeten worden gepresteerd;

b. een praktische stage van minstens honderd uren, in een erkend huiswerkinstituut;

c. een verdiepingsmodule van minstens vijf uren vóór de eindevaluatie.

2^o Thematische modules waarvan de totale duur minstens vijftig uren bedraagt.

Art. 3. § 1. De specifieke opleiding bedoeld in artikel 2, tweede lid, 1^o, duurt minstens zes maanden en hoogstens drie jaar, met ingang van de eerste dag van de basismodule tot de eindevaluatie.

Bij afwijking van het eerste lid, kan die periode worden verlengd op een met redenen omklede beslissing van de Dienst Jeugd.

Een dag omvat minstens drie uren en hoogstens elf uren opleiding.

§ 2. De basismodule en de verdiepingsmodule bedoeld in artikel 2, tweede lid, *a* en *c*, worden gevolgd binnen dezelfde opleidingsinstelling, behoudens uitzonderlijke afwijking toegekend door de Dienst Jeugd. Die kan inzonderheid toe te schrijven zijn aan de sluiting van een opleidingsinstelling, een onvoldoend aantal deelnemers of opleiders om de opleiding te organiseren of aan de intrekking van de bevoegdverklaring van een opleidingsinstelling.

Die modules worden door opleiders begeleid, waarvan minstens de helft een kennis of een nuttige ervaring heeft in verband met de opdrachten van de huiswerkinstituten bedoeld in artikel 2, eerste lid van het decreet.

De opleidingsinstelling staat in voor de kwaliteit van de opleiders en zorgt voor de beoordeling van hun nuttige ervaring.

De basismodule en de verdiepingsmodule tellen minstens 8 deelnemers op het einde van de eerste opleidingsdag.

§ 3. De praktische stage wordt verricht in een door de Franse Gemeenschap erkend huiswerkinstituut. Minstens vijftig uren moeten zijn gepresteerd vóór de verdiepingsmodule.

Ze telt minstens zestig uren begeleiding van kinderen of jongeren en minstens twintig uren houdende een pedagogisch denkwerk, een analyse van gevallen of een denkwerk over het pedagogisch project buiten de begeleiding.

De praktische stage wordt door en met de deelnemer geëvalueerd.

De opleidingsinstelling staat in voor de begeleiding van de praktische stage.

Art. 4. De inhoud van de thematische modules bedoeld in artikel 2, tweede lid, 2°, moeten worden gevolgd vóór de eindevaluatie bedoeld in artikel 2, tweede lid, 1°, c.

Art. 5. De deelnemer die de opleiding wenst te volgen, moet zich daartoe inschrijven bij een bevoegd verklaarde instelling en moet de volle leeftijd van zestien jaar hebben bereikt op de eerste dag van de specifieke opleiding.

Art. 6. De inhoud van de thematische modules bedoeld in artikel 2, tweede lid, 2°, omvat minstens :

1° groepsdynamiek;

2° conflictbeheer;

3° eerste hulp;

4° begeleidingstechnieken;

5° psychologie van het kind en de adolescent;

6° analyseren, ontwerpen en beheren van een begeleidingsproject;

7° preventie, veiligheid, hygiëne, gezondheid;

8° noties hebben van communicatie;

9° beheer en inrichten van de tijdruimte in verband met het beheer van de groepen en de activiteiten.

De opleidingsinstelling die de thematische modules verstrekt, moet door de Franse Gemeenschap bevoegd verklaard, gemachtigd en erkend worden.

Art. 7. De inhoud van de basismodule bedoeld in artikel 2, tweede lid, 1°, a, omvat minstens :

1° pedagogie en methodologie in de huiswerkinstituten;

2° deontologie en ambt van begeleider;

3° communicatie met de partners;

4° welzijn en rechten van het kind;

5° kwaliteitscode voor opvang;

6° opleidings- en doorlopende evaluatie;

7° persoonlijk denkwerk;

8° evaluatie door de deelnemer en de opleiders bij individuele opleiding.

Die inhoud wordt in bijlage 1 nader beschreven.

De opleidingsinstelling die de basismodules verstrekt, moet in het kader van artikel 15 van het decreet bevoegd zijn verklaard.

Art. 8. De inhoud van de verdiepingsmodule bedoeld in artikel 2, tweede lid, 1°, c, omvat minstens een programma om na te denken over de verandering van de praktijken waarbij de verworven opleiding, de praktische ervaring en het institutionele kader naast elkaar worden beoordeeld.

Art. 9. De verschillende inhoudsdelen van de basismodule vormen samen een stelsel dat beantwoordt aan de begeleiding in de praktische stage.

Art. 10. De inhoud van de opleiding van begeleider heeft betrekking op de opdrachten van de huiswerkinstituten bedoeld in artikel 2, eerste lid, van het decreet. Hij heeft minstens de volgende doelstellingen :

1° de deelnemers ertoe in staat stellen de competenties te ontwikkelen die noodzakelijk zijn om het ambt van begeleider in huiswerkinstituten uit te oefenen;

2° de deelnemers ertoe in staat stellen een voldoende praktische en technische kennis te verwerven;

3° de opleiding in overeenstemming brengen met de praktijk in de huiswerkinstituten;

4° de deelnemer in staat stellen een evaluatie uit te voeren om na te denken over de wijze waarop de aanvullende opleidingen kunnen worden bepaald met het oog op het behalen van het brevet van begeleider en om een doorlopend opleidingsproces te kunnen invoeren.

Art. 11. De opleidings- en doorlopende evaluatie bedoeld in artikel 7, 6°, heeft tot doel de deelnemers ertoe in staat te stellen zich te bezinnen op hun praktijk, zich vragen te stellen over andere opvoedingspraktijken, een band te leggen tussen de verschillende opleidingsmodules, een persoonlijk actie- en evolutieplan op te maken.

Die evaluatie wordt door de deelnemers en de opleiders collectief uitgevoerd.

Art. 12. De in artikel 7, 8°, bedoelde evaluatie maakt de balans op en stelt een kritische analyse voor van het opleidingstraject van de deelnemer. Ze heeft betrekking op de opleiding van begeleider in de huiswerkinstituten en steunt op het denkwerk bedoeld in artikel 7, 7°, en op de evaluatie van de praktische stage bedoeld in artikel 3, § 3.

Die evaluatie wordt collectief uitgevoerd met :

1° de deelnemer;

2° minstens de helft van de leden van het opleidersteam;

3° minstens één persoon die zich buiten het opleidingsproces bevindt en die deskundig is op het gebied van de huiswerkinstituten en/of op het gebied van opleiding.

Die personen worden door de opleidingsinstelling aangewezen.

Art. 13. Bij de eindevaluatie beslist de opleidingsinstelling of het brevet al dan niet wordt toegekend.

Ze kan ook haar beslissing opschorten om bijkomende inlichtingen te bekomen.

Als de beslissing wordt opgeschort, worden de aanvullende nadere regels voor de opleiding en de daarmee verband houdende doelstellingen schriftelijk beschreven. Ze bestaan uit theoretische aanvullende opleidingen of uren praktijk of een persoonlijk denkwerk over één of meer bepaalde vraagstukken bedoeld in artikel 7; in voorkomend geval kunnen die nadere regels leiden tot een afwijking van de opleidingsduur bedoeld in artikel 2.

De beslissing wordt gevoegd bij het opdrachtenblad bedoeld in artikel 27, § 2, 1°, en wordt ondertekend door de verantwoordelijke voor de opleidingsinstelling of door de persoon die ze daartoe heeft gemachtigd.

De opleidingsinstelling staat in voor het evaluatieproces.

Art. 14. Als het brevet door de opleidingsinstelling wordt geweigerd, kan een beroep worden ingediend bij de Dienst Jeugd.

Om ontvankelijk te zijn, moet het beroep bij een aangetekend schrijven worden ingediend binnen dertig dagen volgend op de ontvangst van de weigeringsbeslissing door de opleidingsinstelling. Het moet de redenen voor het beroep vermelden en de bijkomende inlichtingen vermelden die in aanmerking te nemen zijn.

Binnen een termijn van negentig dagen vanaf de ontvangst van het beroep, geeft de Dienst Jeugd kennis van zijn beslissing aan de opleidingsinstelling en aan de deelnemer die het beroep heeft ingediend, nadat hij die heeft gehoord, behalve als de ene of de andere partij dat recht niet wil invoeren.

HOOFDSTUK 3. — *De opleiding van coördinator in de huiswerkinstituten*

Art. 15. § 1. De opleiding voor het behalen van het brevet van coördinator in de huiswerkinstituten bestaat in een traject van minstens tweehonderd vijftig uren, onderverdeeld in honderd vijftig uren theoretische opleiding, honderd uren praktische stage en vijftig uren nuttige ervaring op het gebied van begeleiding.

§ 2. De opleiding van coördinator in huiswerkinstituten bestaat uit :

1° een opleiding die specifiek is voor de huiswerkinstituten, bestaande uit :

a. een basismodule met minstens zeventig uren theoretische opleiding in totaal, waaronder minstens twintig uren vóór de praktische stage moeten worden gepresteerd;

b. een praktische stage van minstens honderd uren, in een erkend huiswerkinstituut, waaronder minstens vijftig uren moeten zijn gepresteerd vóór de verdiepingsmodule;

c. een verdiepingsmodule van minstens vijf uren vóór de eindevaluatie.

2° thematische modules waarvan de totale duur minstens vijftig uren bedraagt;

3° de nuttige ervaring bedoeld in artikel 15, § 1.

Art. 16. § 1. Op de specifieke opleiding bedoeld in artikel 15, § 2, 1°, zijn dezelfde nadere regels van toepassing als deze die bedoeld zijn in artikel 3, § 1 en § 2.

§ 2. De praktische stage wordt in een door de Franse Gemeenschap erkend huiswerkinstituut gevolgd.

Ze telt :

1° minstens veertig uren met het begeleidingsteam, bestaande uit de voorbereiding, de verwezenlijking en de evaluatie van de begeleiding alsook een denkwerk over het pedagogisch project en de uitvoering ervan;

2° minstens tien uren contact met de ouders of de persoon die het kind toevertrouwt;

3° minstens twintig uren in de administratieve, beheers- en vertegenwoordigingstaken van het huiswerkinstituut.

De praktische stage wordt door en met de deelnemer geëvalueerd.

De opleidingsinstelling staat in voor de begeleiding van de praktische stage.

Art. 17. De thematische modules bedoeld in artikel 15, § 2, 2°, en de uren nuttige ervaring bedoeld in artikel 15, § 2, 3°, moeten gepresteerd zijn vóór de eindevaluatie.

Art. 18. De deelnemer die de opleiding wenst te volgen, moet zich daartoe bij een bevoegd verklaarde instelling inschrijven en geschoolde begeleider zijn in de zin van artikel 12, 2° van het decreet, op de eerste dag van de specifieke opleiding.

Art. 19. De inhoud van de thematische modules bedoeld in artikel 15, § 2, 2°, omvat minstens :

1° preventie en beheer van conflicten;

2° leiding van vergaderingen, bepaling van doelstellingen, begeleidings- en evaluatietechnieken;

3° organiseren, uitwerken, toepassen en evalueren van projecten;

4° beheer van het tewerkgestelde en vrijwillige personeel.

De opleidingsinstelling die de thematische modules verstrekt, moet door de Franse Gemeenschap gemachtigd, bevoegd verklaard en erkend worden.

Art. 20. De inhoud van de basismodule bedoeld in artikel 15, § 2, 1°, a, omvat minstens :

1° beheer van een team;

2° omgeving;

3° deontologie en ambt van coördinator;

4° kwaliteitscode voor opvang;

5° pedagogie en methodologie in de huiswerkinstituten;

6° opleidings- en doorlopende evaluatie;

7° persoonlijk denkwerk;

8° evaluatie door de deelnemer en de opleiders bij individuele opleiding;

9° sociaal-culturele benadering van de begeleiding in de huiswerkinstituten.

Die inhoud wordt beschreven zoals bepaald in bijlage II.

De opleidingsinstelling die de basismodules verstrekt, moet bevoegd worden verklaard in het kader van artikel 15 van het decreet.

Art. 21. De inhoud van de verdiepingsmodule bedoeld in artikel 15, § 2, 1°, c, omvat minstens een programma om na te denken over de praktijken waarbij de verworven opleiding, de praktische ervaring en het institutionele kader naast elkaar worden beoordeeld.

De verschillende inhoudsdelen van de theoretische opleiding vormen samen een stelsel dat beantwoordt aan de noodwendigheden van de praktische stage.

Art. 22. De inhoud van de opleiding van coördinator heeft betrekking op de opdrachten van de huiswerkinstituten bedoeld in artikel 2, § 1, van het decreet. Hij heeft minstens de volgende doelstellingen :

1° de deelnemers ertoe in staat stellen de competenties te ontwikkelen die noodzakelijk zijn om het ambt van coördinator in huiswerkinstituten uit te oefenen;

2° de deelnemers ertoe in staat stellen een voldoende praktische en technische kennis te verwerven in verband met de inhoud bedoeld in de artikelen 19 en 20;

3° de opleiding in overeenstemming brengen met de praktijk in de huiswerkinstituten;

4° de deelnemer in staat stellen een evaluatie uit te voeren om na te denken over de wijze waarop de aanvullende opleidingen kunnen worden bepaald met het oog op het behalen van het brevet en om een doorlopend opleidingsproces te kunnen invoeren.

Art. 23. De opleidings- en doorlopende evaluatie bedoeld in artikel 20, 6°, heeft tot doel de deelnemer ertoe in staat te stellen zich te bezinnen op zijn praktijk, zich vragen te stellen over het pedagogische project van het huiswerkinstuut, een band te leggen tussen de verschillende opleidingsmodules, een persoonlijk evolutieplan en een collectief actie- en opleidingsplan op te maken.

Die evaluatie wordt door de deelnemers en de opleiders collectief uitgevoerd.

Art. 24. De in artikel 20, 8°, bedoelde evaluatie maakt de balans op en stelt een kritische analyse voor van het opleidingstraject van de deelnemer. Ze heeft betrekking op de opleiding van coördinator in de huiswerkinstituten en steunt op het denkwerk bedoeld in artikel 20, 7°, en op de evaluatie van de praktische stage bedoeld in artikel 15, § 1.

Die evaluatie wordt uitgevoerd door :

1° minstens de helft van de leden van het opleidersteam;

2° minstens één persoon die zich buiten het opleidingsproces bevindt en die deskundig is op het gebied van de begeleiding in de huiswerkinstituten en/of op het gebied van opleiding.

Die personen worden door de opleidingsinstelling aangewezen.

Art. 25. Bij de eindevaluatie beslist de opleidingsinstelling of het brevet al dan niet wordt toegekend.

Ze kan ook haar beslissing opschorten.

Als de beslissing wordt opgeschort, worden de aanvullende nadere regels voor de opleiding en de daarmee verband houdende doelstellingen schriftelijk beschreven. Ze bestaan uit theoretische aanvullende opleidingen, uren praktijk of een persoonlijk denkwerk over één of meer bepaalde vraagstukken bedoeld in artikel 20, 7°. In voorkomend geval kunnen die nadere regels leiden tot een afwijking van de opleidingsduur bedoeld in artikel 15.

De bij dit artikel bedoelde beslissing wordt gevoegd bij het opdrachtenblad bedoeld in artikel 27, § 2, en wordt ondertekend door de verantwoordelijke voor de opleidingsinstelling of door de persoon die ze daartoe heeft gemachtigd.

De opleidingsinstelling staat in voor het evaluatieproces.

Art. 26. Als het brevet door de opleidingsinstelling wordt geweigerd, kan een beroep worden ingediend bij de Dienst Jeugd.

Om ontvankelijk te zijn, moet het beroep bij een aangetekend schrijven worden ingediend binnen dertig dagen volgend op de ontvangst van de weigeringsbeslissing door de opleidingsinstelling. Het moet de redenen voor het beroep vermelden en de bijkomende inlichtingen vermelden die in aanmerking te nemen zijn.

Binnen een termijn van negentig dagen vanaf de ontvangst van het beroep, geeft de Dienst Jeugd kennis van zijn beslissing aan de opleidingsinstelling en aan de deelnemer die het beroep heeft ingediend, nadat hij die heeft gehoord, behalve als de ene of de andere partij dat recht niet wil invoeren.

HOOFDSTUK 4. — *Het administratieve opvolgen van de opleidingen door de opleidingsinstelling*

Art. 27. § 1. Elke opleidingsinstelling die de specifieke opleiding bedoeld in de artikelen 2, § 2, 1°, of 15, § 2, 1°, organiseert, houdt een opleidingsdossier bij voor elke deelnemer.

§ 2. Dat dossier omvat :

1° een opdrachtenblad, door de Dienst Jeugd, op advies van de Commissie, voorgesteld, dat eigen is aan iedere deelnemer, bestaande uit minstens de volgende delen :

a. adres en verdere gegevens en visum van de opleidingsinstelling;

b. gegevens betreffende de deelnemer : naam, voornaam, geboortedatum en -plaats;

c. het type gevolgde opleiding : begeleider of coördinator;

d. gegevens betreffende de basis- en verdiepingsmodule : datum, plaats en inhoud van de opleidingslestijden;

e. gegevens betreffende de praktische stage : datum, aantal uren, plaats, type activiteiten, publiek;

f. gegevens betreffende de gevolgde thematische modules, in verband met de in artikel 6 of in artikel 19 bedoelde inhoud, waaronder minstens de datum, de plaats, het aantal gevolgde uren, de inhoud, de opleidingsinstelling voor elke thematische module;

g. de datum van de eindevaluatie alsook de beslissing betreffende de toekenning van het brevet;

h. voor de opleiding van coördinator, de attesten uitgereikt door elke inrichtende macht van de huiswerkinstituten waarin de nuttige ervaring werd verworven. Die attesten vermelden minstens de naam, voornaam en geboortedatum van de deelnemer; het adres en andere gegevens van elk huiswerkinstituut; de datum en het aantal gepresteerde uren;

2° een bewijs van het geleverde denkwerk bedoeld in artikel 7, 7°, of in artikel 20, 7°;

3° het afschrift van de attesten tot bewijs dat elke thematische module werd gevolgd.

Die attesten vermelden minstens de volgende gegevens :

a. gegevens betreffende de deelnemer : naam, voornaam, geboorteplaats en -datum;

b. gegevens betreffende de thematische module : datum, plaats en inhoud van de opleidingslestijden; als die gegevens niet in het attest worden vermeld, neemt de Dienst Jeugd een verklaring op erewoord van de deelnemer in aanmerking waarbij de bovenvermelde gegevens worden opgenomen;

c. adres en andere gegevens betreffende de opleidingsinstelling;

4° de schriftelijke conclusies van de evaluaties bedoeld in artikel 12, voor de opleiding van begeleider in huiswerkinstituten, en in artikel 24, voor de opleiding van coördinator in huiswerkinstituten.

5° de beslissing betreffende de toekenning van het brevet bedoeld in artikel 13, voor de opleiding van begeleider in huiswerkinstituten, en in artikel 25, voor de opleiding van coördinator in huiswerkinstituten.

§ 3. De opleidingsinstelling bewaart gedurende vijf jaar het opleidingsdossier van de deelnemers.

De instelling moet een afschrift van het opdrachtenblad kunnen overleggen.

De opleidingsinstelling bewaart gedurende acht jaar de datum, de plaats, de inhoud van de opleidingen alsook de samenstelling van de begeleidingsteams voor elk van de georganiseerde modules.

HOOFDSTUK 5. — *Homologatie van het brevet door de Dienst Jeugd*

Art. 28. Voor elk brevet van begeleider of coördinator in huiswerkinstituten moet een aanvraag om homologatie door een bevoegd verklaarde opleidingsinstelling worden ingediend bij de Dienst Jeugd.

Art. 29. De homologatieprocedure is de volgende :

1° de opleidingsinstelling dient de aanvraag om homologatie van de brevetten bij de Dienst Jeugd in, met het opdrachtenblad dat zij voor elke aanvraag heeft erkend.

2° de Dienst Jeugd controleert de naleving van de normen betreffende de opleiding voor de te homologeren brevetten binnen een termijn van vijfenveertig dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag.

3° nadat het brevet gehomologeerd is, wordt het gestuurd aan de opleidingsinstelling, die het aan de deelnemer meedeelt.

Het model van het uitgereikte brevet wordt door de Dienst Jeugd bepaald.

HOOFDSTUK 6. — *Bevoegdverklaring van de opleidingsinstellingen door de Dienst Jeugd*

Afdeling 1. — De voorwaarden voor de bevoegdverklaring van de instellingen

Art. 30. § 1. De Dienst Jeugd reikt de bevoegdverklaringen uit aan de opleidingsinstellingen die geen federatie of coördinatie van huiswerkinstituten zijn en die voldoen aan de in § 2 vastgestelde voorwaarden.

§ 2. Om bevoegd verklaard te worden, moet een opleidingsinstelling voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° instaan voor de naleving van de normen die bij dit besluit bepaald zijn voor de opleidingen die ze in het kader van haar bevoegdverklaring organiseert;

2° een overheidsbestuur zijn, of samengesteld zijn als een vzw of elke andere verenigingsvorm die geen materieel winstoogmerk heeft, waarvan de maatschappelijke zetel zich in Wallonië bevindt, met uitzondering van de gemeenten bedoeld in artikel 5 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

3° het bewijs leveren van deskundigheid op het gebied van opleiding;

§ 3. De Gemeenschapsfederatie alsook de gewestelijke coördinaties, die bij decreet als bevoegd verklaard worden geacht, staan in voor de naleving van de normen die bij dit besluit worden bepaald binnen de opleidingen die ze organiseren in het kader van hun bevoegdverklaring.

§ 4. De bevoegd verklaarde of als bevoegd verklaard geachte opleidingsinstellingen onderwerpen zich aan de controle die door de Regering wordt georganiseerd.

Art. 31. § 1. Het dossier voor de aanvraag om bevoegdverklaring bepaalt de nadere regels volgens welke de opleidingsinstelling voldoet aan de voorschriften betreffende de bevoegdverklaring bedoeld in artikel 30 en moet minstens de volgende gegevens bevatten :

1° een beschrijving van de opleidingsinstelling, namelijk haar adres en andere gegevens, maatschappelijk doel, statuten, de namen van de verantwoordelijken, de verschillende erkenningen, alsook, in voorkomend geval, een balans van de opleidingen die in de sector kind of jeugd werden georganiseerd;

2° het type van de aangevraagde bevoegdverklaring, te weten een bevoegdverklaring voor de opleiding van begeleider en/of voor de opleiding van coördinator in huiswerkinstituten;

3° een beschrijving van de opleiding waarbij de middelen worden vermeld waarmee de opleidingsinstelling zich schikt naar de normen van dit besluit, met opgave van :

a. de algemene doelstellingen van de opleiding;

b. de wijze waarop de inhoud wordt verworven en overgedragen;

c. de evaluatiecriteria;

d. de organisatie van de opleiding in de tijd, die leidt tot de uitreiking van het brevet, te weten het type, het aantal en de duur van de opleidingslestijden en de banden met de praktische stage;

e. de verdeling van de opleidingsinhoud over de verschillende opleidingsmodules;

f. de kwalificatie en de identiteit van de opleiders belast met de begeleiding;

g. de wijze van werving van de deelnemers, te weten de beschrijving van het doelpubliek, van het grondgebied waarop de werving plaatsvindt, van de aangewende middelen, van het voorziene aantal deelnemers.

Afdeling 2. — De voorwaarden voor de bevoegdverklaring van de instellingen

Art. 32. § 1. Elke instelling die de specifieke opleiding van begeleider of van coördinator in huiswerkinstituten bedoeld in de hoofdstukken II en III wenst te organiseren, dient een aanvraag om bevoegdverklaring, bij aangetekend schrijven, bij de Dienst Jeugd in. Zij voegt bij die aanvraag het dossier, dat de in artikel 31 bedoelde gegevens bevat.

§ 2. Nadat de Dienst Jeugd ontvangst heeft gemeld van het dossier binnen tien dagen na de ontvangst, beschikt de Dienst Jeugd over zestig dagen, om na te kijken of het dossier volledig en ontvankelijk is, en om een voorstel van beslissing aan de Minister voor te leggen. Als die termijn niet in acht wordt genomen, wordt het voorstel van beslissing geacht aangenomen te zijn.

§ 3. Als het dossier onvolledig is, brengt de Dienst Jeugd daar de inrichtende macht op de hoogte van binnen een termijn van niet meer dan dertig dagen, ingaande op de datum van het ontvangstbewijs.

De Minister geeft kennis van zijn beslissing binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van de ontvangst van het voorstel van beslissing.

§ 4. De instelling wordt daar door de Dienst Jeugd op de hoogte van gebracht.

Art. 33. De bevoegdverklaring geldt voor een periode van vijf jaar.

Art. 34. § 1. De bevoegdverklaring van een opleidingsinstelling kan worden ingetrokken als die instelling niet of niet meer voldoet aan het geheel of een deel van de in artikel 30 bepaalde voorwaarden of als andere bepalingen van dit besluit niet worden nageleefd.

§ 2. De procedure voor de intrekking van de bevoegdverklaring van een opleidingsinstelling is de volgende :

1° De Dienst Jeugd geeft de opleidingsinstelling bij aangetekend schrijven kennis van het instellen van de procedure voor de intrekking van de bevoegdverklaring en van de redenen waarom een dergelijke beslissing kan worden genomen.

2° De opleidingsinstelling kan een opmerkingsnota aan de Dienst Jeugd doen geworden, uiterlijk binnen de veertien dagen volgend op de in 1° bedoelde kennisgeving.

3° De Dienst Jeugd richt een met redenen omkleed voorstel van beslissing aan de Minister binnen een termijn van veertien dagen volgend op het einde van de termijn bedoeld in 2°.

4° De Minister deelt de Dienst Jeugd zijn beslissing binnen dertig dagen volgend op het einde van de in 3° bedoelde termijn.

5° De Dienst Jeugd geeft de opleidingsinstelling bij aangetekend schrijven kennis van de beslissing van de Minister binnen een termijn van veertien dagen met ingang van de datum van ontvangst van de beslissing van de Minister.

Art. 35. § 1. Een opleidingsinstelling kan een beroep indienen tegen een beslissing tot weigering of intrekking van de in artikel 30 bedoelde bevoegdverklaring, volgens de volgende beroepsprocedure :

1° De opleidingsinstelling beschikt over een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van kennisgeving van de beslissing tot intrekking of weigering van de bevoegdverklaring, om de Regering van de Franse Gemeenschap haar bezwaren te laten kennen.

2° De Regering van de Franse Gemeenschap deelt binnen dertig dagen het beroep aan de Commissie mee.

3° Vanaf de dag van ontvangst van het beroep beschikt de Commissie over een termijn van vijftien dagen om de opleidingsinstelling te horen, behalve als van dat recht afstand wordt gedaan, en om de Regering van de Franse Gemeenschap een advies mee te delen.

4° Binnen dertig dagen volgend op de ontvangst van het advies, bedoeld in 3°, deelt de Regering van de Franse Gemeenschap de Dienst Jeugd haar advies mee.

5° De Dienst Jeugd geeft de opleidingsinstelling bij aangetekend schrijven kennis van de beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van de ontvangst ervan.

§ 2. De beroepsprocedure schort de in artikel 34 bedoelde beslissing tot intrekking van de bevoegdverklaring op.

HOOFDSTUK 7. — *Gelijkstelling*

Art. 36. § 1. De aanvragen betreffende een bekwaamheidsbewijs dat door een opleidingsinstelling wordt uitgereikt vóór de inwerkingtreding van dit besluit maken het voorwerp uit van een gelijkstelling indien de opleiding beantwoordt aan de volgende voorwaarden :

1° de doelstellingen en de inhoud moeten in overeenstemming zijn met de artikelen 6 en 7 of met de artikelen 19 en 20 naargelang van de bedoelde gelijkstelling;

2° de theoretische opleiding moet minstens zeventig uren hebben geteld.

Voor een gelijkstelling met het brevet van begeleider, kan de aanvraag worden ingediend wanneer een nuttige ervaring van honderd uren in een begeleidingsamt zal zijn gepresteerd.

Voor een gelijkstelling met het brevet van coördinator, kan de aanvraag worden ingediend wanneer een nuttige ervaring van honderd vijftig uren in een coördinatie-ambt zal zijn gepresteerd.

§ 2. De aanvragen betreffende een bekwaamheidsbewijs dat door een opleidingsinstelling wordt uitgereikt vóór de kennisgeving van haar bevoegdverklaring maken het voorwerp uit van een gelijkstelling, voor zover de gevolgde opleiding in overeenstemming is met de voorschriften van dit besluit.

§ 3. De aanvragen betreffende een individueel traject dat geen opleiding bevat die beantwoordt aan de doelstellingen en de inhoud bepaald voor de opleiding van begeleider in huiswerkinstituten, maken het voorwerp uit van een gelijkstelling met het brevet van begeleider onder de volgende voorwaarden :

De praktische ervaring moet minstens honderd tachtig uren tellen, gepresteerd binnen de zesendertig maanden voorafgaande aan de indiening van de aanvraag en bestaan uit :

1° minstens negentig uren in de opdracht betreffende de begeleiding van activiteiten (individuele, collectieve, schoolsteun, creatieve ateliers en vrijetijdsbesteding);

2° minstens negentig uren in de volgende opdrachten :

- a. opmaken, bijwerken en opnemen van het pedagogisch project;
- b. deelneming aan een denkwerk over pedagogische kwesties (onderzoek van gevallen);
- c. communicatie met het rechtstreeks en onrechtstreeks publiek (kinderen en/of jongeren, ouders, partners);
- d. opnemen van de opdrachten van de huiswerkinstituten bepaald in artikel 2 van het decreet.

Bij afwijking van paragraaf 3, als het geheel van de lestijden praktijk die door de deelnemer werden gepresteerd slechts gedeeltelijk of niet in huiswerkinstituten werden gevolgd, moet de aanvrager de Dienst Jeugd een beschrijving leveren van het kader waarin die lestijden praktijk werden gepresteerd en uitleggen hoe de verworven competenties nuttig kunnen zijn in het kader van de huiswerkinstituten.

De praktische ervaring moet worden bevestigd door een attest van de verantwoordelijke van de plaats(en) waar ze werd gepresteerd, met vermelding van het aantal gepresteerde uren alsook van de opdrachten die werden uitgeoefend door de persoon voor wie de gelijkstelling werd aangevraagd.

Als die inlichtingen niet worden vermeld, kan de Dienst Jeugd een verklaring op erewoord van de deelnemer in aanmerking nemen, met vermelding van de uitzonderlijke redenen waarom die documenten niet kunnen worden geleverd en met opgave van de bovenvermelde inlichtingen.

§ 4. De aanvragen betreffende een individueel traject dat geen opleiding bevat die beantwoordt aan de doelstellingen en de inhoud bepaald voor de opleiding van coördinator in huiswerkinstituten, maken het voorwerp uit van een gelijkstelling met het brevet van coördinator onder de volgende voorwaarden :

De nuttige ervaring moet minstens honderd tachtig uren tellen, gepresteerd binnen de zesendertig maanden voorafgaande aan de indiening van de aanvraag en bestaan uit :

1° coördinatie van de fasen opmaken, bijwerken en opnemen van het pedagogisch project van de vereniging (uitgewerkt op grond van een analyse van het milieu en het publiek)

2° opnemen van de opdrachten van de huiswerkinstituten :

3° externe vertegenwoordiging van de vereniging;

4° communicatie met het rechtstreeks en onrechtstreeks publiek;

5° coördinatie van de vergaderingen van teams;

6° beoordeling van de samenhang tussen de praktijken en het pedagogisch project;

7° beoordeling van het team;

8° administratief en financieel beheer;

9° beheer van het (bezoldigd of vrijwillig) personeel.

Bij afwijking van paragraaf 4, als het geheel van de lestijden praktijk die door de deelnemer werden gepresteerd slechts gedeeltelijk of niet in huiswerkinstituten werden gevolgd, moet de aanvrager de Dienst Jeugd een beschrijving leveren van het kader waarin die lestijden praktijk werden gepresteerd en uitleggen hoe de verworven competenties nuttig kunnen zijn in het kader van de huiswerkinstituten.

De nuttige ervaring moet worden bevestigd door een attest van de verantwoordelijke van de plaats(en) waar ze werd gepresteerd, met vermelding van het aantal gepresteerde uren alsook van de opdrachten die werden uitgeoefend door de persoon voor wie de gelijkstelling werd aangevraagd.

Als die inlichtingen niet worden vermeld, kan de Dienst Jeugd een verklaring op erewoord van de deelnemer in aanmerking nemen, met vermelding van de uitzonderlijke redenen waarom die documenten niet kunnen worden geleverd en met opgave van de bovenvermelde inlichtingen.

HOOFDSTUK 8. — *Organisatie van het toezicht*

Art. 37. Voor 1 september deelt de bevoegd verklaarde opleidingsinstelling de Dienst Jeugd, voor het toekomstige jaar, de vooruitzichten betreffende de opleidingssessies mee, namelijk de benaming, de datum en de plaats voor de opleidingslestijden, het voorziene aantal deelnemers en contactpersoon(nen); in voorkomend geval zendt ze een bijgewerkte lijst van de opleiders.

De Dienst Jeugd en de dienst Inspectie worden belast met het toezicht op de naleving van de voorwaarden voor de bevoegdverklaring en van de normen betreffende de organisatie van de opleidingen.

HOOFDSTUK 9. — *Slotbepalingen*

Art. 38. Aan de personen die vanaf 1 september 2007 bij de Gemeenschapsfederatie van huiswerkinstituten of een gewestelijke coördinatie van huiswerkinstituten een opleidingstraject hebben ondernomen dat in overeenstemming is met de bepalingen bedoeld bij het besluit dat zich in een ontwerpfasen bevindt, kan, naargelang van het geval, een brevet van begeleider of een brevet van coördinator in een huiswerkinstituut worden uitgereikt.

Art. 39. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2011, met uitzondering van artikel 37, dat in werking treedt op 1 januari 2012.

Art. 40. De Minister bevoegd voor het Jeugdbeleid wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 juni 2011.

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET